

JOURNÉE NATIONALE DE LA RESISTANCE LE 27 MAI

(Voir page 2)

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1222-1223 - JUILLET - AOÛT 2009

L'ANACR RAVIVE LA FLAMME



Comme chaque année, l'ANACR a rendu le 23 août dernier hommage aux martyrs tombés dans la lutte contre l'occupant nazi et ses collaborateurs, en ravivant la **Flamme** sur la tombe du **Soldat Inconnu**. Le Président Robert Chambeiron, secrétaire général adjoint du CNR, étant représenté par Madame Danièle Chambeiron, la cérémonie a été conduite par Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président, et en présence de M. André Jobez, Directeur interdépartemental des Anciens Combattants, LUFAC et la FNP-G-CATM étaient représentées par M. Jacques Goujat, Président, la FNDIRP par M. Robert Créange, secrétaire général, la FNACA par M. Maurice Sicart, Secrétaire général, l'ARAC par M. Raphaël Vahé, Président, la Fondation de la Résistance par M. François Archambault, secrétaire général. La délégation du Bureau national de l'ANACR comprenait Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président, Cécile Rol-Tanguy, membre du Comité d'Honneur, Jacques Varin, secrétaire général adjoint, Franck Béziade, Trésorier national, Christiane Tardif, Guy Deschamps, Claude Hallouin et Jean-Paul Riffault. Parmi l'assistance, on remarquait la présence de Roland Cléry, Jean Sciandra, André Roddier et Claude-Roland Souchet, respectivement présidents des comités ANACR des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, des Yvelines et de Paris, de Vincent Pascucci, de Charles Sancel, Secrétaire général de Libé-PTT. La Musique des Gardiens de la Paix de Paris interpréta hymnes et sonneries, un détachement du 517^e régiment du Train rendit les honneurs militaires. Mme Danièle Chambeiron, Louis Cortot, Cécile Rol-Tanguy et Jacques Varin, pour la Direction nationale de l'ANACR, Claude-Roland Souchet et Suzanne Teboul, pour celle du Comité de Paris, déposèrent les gerbes.

UNE DELIVRANCE ET UNE ESPERANCE...

La Libération fut, ce n'est pas un pléonasme, une délivrance. En ce sens qu'elle ne consista pas seulement à chasser l'envahisseur du sol national mais qu'elle mit fin à une cruelle oppression subie par le peuple français depuis l'été 1940, non seulement du fait de l'occupant nazi, qui en fut évidemment l'instigateur premier, mais aussi de celui du régime félon qui, à la faveur de la défaite, détruisit toutes les libertés avant de se faire l'auxiliaire des persécutions raciales, de la chasse aux Résistants.

Le régime pétainiste, qui s'écroule en cet été 1944, et dont les débris accompagneront en Allemagne dix mois plus tard l'effondrement final du III^{ème} Reich, s'est attaqué dès sa mise en place à toutes les valeurs démocratiques et humanistes de la société française. Non seulement aux conquêtes sociales du Front Populaire mais aussi à l'héritage de la Révolution française. Pour interdire toute presse libre, tout syndicat libre, toute grève, pour démanteler les écoles normales d'instituteurs, interdire aux filles les études de médecine, mettre en place des lois raciales, un numéro clausus à l'encontre des Juifs, des étrangers, imposer une rétroactivité des lois contraire à toute l'histoire du droit français, mettre en place des forces de sécurité répressives jusqu'au meurtre, violer le secret de la correspondance, s'attaquer à la laïcité au profit d'un cléricisme sans retenue, ce régime s'était appuyé sur - et avait été appuyé par - des couches sociales et secteurs d'opinion qui s'étaient opposés au Front populaire, qui lui avaient préféré Hitler, qui avaient vu en la défaite une divine surprise et dans la collaboration une source de juteux profits.

La délivrance, c'est l'abolition des «lois» liberticides, la liberté de parole retrouvée, la presse aux titres foisonnants dont seule la pénurie de papier restreint la diffusion, la liberté de manifester, de se réunir, de porter à la tête des municipalités des femmes et des hommes jouissant de la confiance de leurs concitoyens, patriotes, soucieux de l'intérêt commun, dans leur immense majorité donc des femmes et des hommes qui furent des Résistants. C'est manifester la joie d'être libre.

La Libération, c'est aussi une espérance. Dans l'immédiat, que soit victorieuse la lutte qui continue contre le nazisme, et à laquelle la France prend une part croissante grâce à la renaissance de son armée qu'intègrent en masse les FFI de leur région libérée, que reviennent les prisonniers et déportés. Que soient aussi châtiés les responsables des trahisons perpétrées contre la France et des crimes contre les Français, ceux que l'on appelle les «collabos».

Mais c'est aussi l'espérance de «Jours heureux», pour reprendre le beau titre de l'édition clandestine du Programme du CNR publié le 15 mars 1944, l'espérance d'une France démocratique, sociale, humaniste, débarrassée des féodalités économiques et financières qui la conduisirent à la défaite avant de la trahir par la collaboration avec l'ennemi, une France solidaire où l'intérêt général primerait sur les intérêts particuliers, une France à l'indépendance et à la grandeur restaurées dans un monde en paix.

Une espérance que le Gouvernement du Général de Gaulle, alors même qu'il poursuit l'effort de guerre de la France et sans attendre la victoire finale, commence à traduire dans les faits, dès son installation à Paris : le 5 octobre 1944, une ordonnance accorde le droit de vote aux femmes, le 8 novembre est mis en place la Commission Langevin-Wallon destinée à démocratiser et moderniser l'enseignement, le 14 décembre sont nationalisés les Charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, les usines Renault le seront le 16 janvier 1945, le 22 février sont créés les premiers Comités d'entreprise... La victoire acquise, alors que tous les Partis politiques issus de ou ayant participé à la Résistance ont fait leur Programme du CNR, l'œuvre entamée va être poursuivie : nationalisation de la Banque de France et des grandes banques de dépôt (2 décembre 1945), de l'Electricité et du Gaz (EDF-GDF, 8 avril 1946), des assurances (25 avril 1946), création de la Sécurité sociale (22 mai 1946), statut de la Fonction publique (19 octobre 1946)...

Ce fut tout cela la Libération : une insurrection populaire, la délivrance d'une nation, l'espérance de tout un peuple. Soixante-cinq ans plus tard, nombre de ces conquêtes démocratiques et sociales qui concrétisèrent alors la réalisation partielle de cette espérance restent - malgré leurs remises en cause d'hier et d'aujourd'hui - un patrimoine précieux légué par la Résistance.

Et l'hommage rendu en ces jours anniversaires aux Résistants, à leurs combats, à leurs sacrifices, à leurs martyrs, ne saurait être pleinement sincère s'il escamotait les valeurs qui les motivèrent, l'espérance dont ils furent porteurs et pour laquelle nombre d'entre eux se sacrifièrent.

Louis CORTOT
Compagnon de la Libération

DÉBARQUEMENT DE PROVENCE



C'est bien le 15 août - et non le 8 mai... ! - qu'il y a 65 ans, le 15 août 1944 - avait lieu le Débarquement en Provence (Opération «Anvil»/«Dragoon»), sur les côtes varaises. 94000 soldats alliés et 11000 véhicules sont débarqués dès le 1^{er} jour. Aux côtés des Américains, 7 divisions françaises - dont 2 blindées - de l'Armée B, qui va devenir la 1^{ère} Armée et qui est commandée par le général de Lattre de Tassigny, participeront à la campagne de Provence. Avec le concours décisif de la Résistance qui permet de l'accélérer, l'offensive alliée va libérer Toulon (20-27 août), Marseille (23-28 août). Lyon fut atteinte le 3 septembre et, le 12 septembre, la jonction se fit à Langres avec les troupes débarquées en Normandie.

Embarquement de soldats français de l'Armée B.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)
BON DE SOUTIEN
2009
Conservé ce bon, il peut vous être attribué un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro novembre-décembre 2009 du «Journal de la Résistance». France d'abord

Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance ! Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association.

Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **15 décembre**.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance.
- P. 3, 4 et 5 : Guerre des ondes, libération des ondes. Crimes de masse.
- P. 6 et 7 : Avis de recherches. Vie de l'association. Nos deuils.
- P. 8 : Les livres. Concours de la Résistance.

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Comme chaque année, le 27 mai dernier, mais aussi dans les jours qui le précédèrent ou le suivirent, de nombreuses manifestations, cérémonies, conférences, expositions ont été organisées à travers toute la France par les comités de l'ANACR avec la participation active des «Ami(e)s de la Résistance», avec très souvent le concours des municipalités et la présence d'élus nationaux, régionaux et départementaux, de représentants des Pouvoirs et organismes publics, avec la participation d'Associations du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation.

Dans les LANDES, le 27 mai 2009, l'Auberge Landaise de Mont-de-Marsan accueillait, à l'initiative de l'ANACR, la cérémonie commémorative de la création du C.N.R. Le Président Jean Oghe saluait la centaine de participants à cette assemblée, à laquelle s'étaient joints un groupe de jeunes étudiants du lycée Victor-Duruy conduits par leurs professeurs. Jean Oghe souligna l'importance de cette participation qui assure bien de la permanence et de la continuité du devoir mémoire de la Résistance ; message transmis aux jeunes générations, afin que l'oubli ne vienne effacer le sacrifice consenti par nos aînés.

Albert Descoutey, dans un exposé documenté et précis, remettait en mémoire pour l'auditoire le programme du CNR et les circonstances de son adoption.

SAVOIE : comme chaque année, en collaboration avec la ville d'Albertville, l'ANACR a organisé le 27 mai dernier le rassemblement en hommage à Jean moulin devant la sous-préfecture d'Albertville, dont Jean Moulin fut le sous-préfet en 1925.

Cette manifestation, honorée de la présence de Mme la Sous-préfète, des élus d'Albertville, de M. le commandant du 7^{ème} B.C.A. et de 10 drapeaux, fut l'occasion pour Marcel Rochemaix, secrétaire départemental, de rappeler l'action de Jean Moulin pour la création du CNR le 27 mai 1943, d'évoquer la publication du Programme du CNR le 15 mars 1944. Marcel Rochemaix insista sur l'importance que l'ANACR attache à cette date du 27 mai afin qu'elle devienne la Journée Nationale de la Résistance, journée de transmission aux jeunes générations des valeurs de la Résistance.

Comme tous les ans, le comité local ANACR de Mérignac en GIRONDE, présidé par Marie-Pierre Pujol, a tenu à commémorer la journée de la Résistance ce 27 mai 2009, date anniversaire de la journée du 27 mai qui vit, en 1943, la création du CNR qui unifia toutes les composantes de la Résistance. La cérémonie a été organisée en deux temps. Tout d'abord ce fut le rassemblement des autorités, officielles et militaires, porte-drapeaux, représentants des associations d'Anciens Combattants, Résistants et Déportés au pied de l'arbre du Souvenir où ont été déposés les gerbes officielles ainsi que les bouquets portés par de jeunes collégiens.

La manifestation se poursuivit dans le cadre de la Maison des Associations dans une salle qui, très vite, allait révéler les limites de sa capacité. Marie-Pierre Pujol, en tant que présidente de l'ANACR de Mérignac, rappela les circonstances et l'objectif de la création du CNR, puis cita des écrits de Roland Penichon - disparu en 2008 - quant à l'importance du Programme du CNR et la mise en échec de la menace de mise en place de l'AMGOT. Puis Marie-Pierre Pujol, après avoir remercié Mme Heller, professeur d'allemand, et Mme Florence Urbain-Tomas, professeur d'histoire, passa la parole à des jeunes de Mérignac, élèves du collège Les Eyquems et, pour la première fois du collège Jules-Ferry, qui lurent notamment des extraits de devoirs du Concours National de la Résistance et de la Déportation, du poème de Desnos «Le Veilleur du Pont-au-Change», de texte d'Hans et Sophie Scholl du réseau antifasciste allemand «La Rose blanche» et qui interprétèrent une chanson de J.J. Goldman.

La commémoration se termina par l'intervention de M. Bernard Leroux, représentant M. Michel Sainte-Marie, maire de Mérignac, qui dit avoir été profondément touché par la prestation des collégiens et le travail de Mémoire ainsi présenté.

Avec l'aide et la participation de la municipalité de Lormont, le Comité Bordeaux Rive Droite de l'ANACR a commémoré à nouveau ce 27 mai la Journée Nationale de la Résistance, à 18 h place du 8 mai 1945. Cette célébration s'est déroulée sous le commandement de M. Yves Thoreau, Président du Comité d'entente lormontais des ACVG, en présence de porte-drapeaux d'anciens combattants, d'élus(e)s, notamment de Mme Josette Belloq, 1^{ère} adjointe, représentant M. le maire Jean Touzeau. Mme Belloq rappela dans son intervention les valeurs de la Résistance face à l'occupant nazi et, notamment, le sacrifice de 9 Lormontais (8 hommes et 1 femme) morts pour la France, fusillés ou déportés(e)s et la nécessité de ce devoir de mémoire envers les générations futures. Puis Pierre Michaud, le Président départemental de l'ANACR, rappela avec émotion ce que fut, en son temps, et de son vécu, la Résistance. Le «Chant des Partisans» et la «Marseillaise» conclurent cette cérémonie.

Comme chaque année, des cérémonies ont eu lieu dans plusieurs communes de l'ISERE, à l'initiative de l'ANACR et avec le soutien des municipalités, à Grenoble, Seyssin, Seyssins, Saint-Egrève, le Bouchage (Morestel), Vizille, le Pont-de-Beauvoisin. Ces cérémonies ont permis de rappeler ce que fut le CNR, sa création le 27 mai 1943, son programme publié le 15 mars 1944 et quel rôle décisif il a eu dans l'union de la Résistance, la libération de la France, puis sa reconstruction. Il faut continuer la bataille pour que le 27 mai soit enfin reconnu officiellement comme «Journée Nationale de la Résistance» avant que les derniers témoins ne disparaissent. Le 8 mai, date anniversaire de la victoire sur le nazisme, le 6 juin commémorant le Débarquement de Normandie, le 18 juin, l'Appel historique du Général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi, le 15 août, le Débarquement de Provence sont des dates phares dans l'histoire contemporaine de notre pays, avec la journée de la Déportation en avril : il ne manque que le 27 mai, rendant hommage au rôle de la Résistance, pour compléter l'ensemble mémoriel dédié au combat de la Démocratie et de la liberté contre le nazisme et la barbarie.

Dans le VAR, à La Seyne-sur-Mer, l'ANACR, avec l'aide de la municipalité, a célébré la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai dernier, date du 66^e anniversaire de la création du C.N.R. par Jean Moulin ; la cérémonie était réglée par M. Durand, du Souvenir Français. Avant que deux gerbes ne soient déposées au pied du Monument, deux allocutions furent prononcées : au nom de l'ANACR par Jeanne Vaisse, et par M. Marc Vuilleumot, maire de la Seyne-sur-Mer.

«Doit-on... rendre hommage à toutes celles et ceux qui ont œuvré dans l'ombre à la libération de la France, au péril de leur vie ? - questionna Jeanne Vaisse - Doit-on apprendre aux jeunes générations ce que fut la Résistance ? Doit-on rappeler à

tion, d'enseignants et d'élèves, afin de rendre ainsi hommage, dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance, au CNR et à son fondateur, Jean Moulin, au rôle de la Résistance dans la libération de la France, dans la restauration des libertés pour son peuple, dans la victoire finale.

Nous avons évoqué dans notre précédent numéro plusieurs de ces initiatives, nous en citons de nouvelles ci-dessous, nous en citerons d'autres dans notre prochaine parution (Finistère, Drôme, Corse, Paris-RATP...).

tous ce que furent ses valeurs ? Doit-on enfin instaurer une Journée Nationale de la Résistance non chômée le 27 mai ? N'en déplaît à certains, notre réponse est «Oui». Oui ces femmes et ces hommes ont lutté contre la barbarie nazie. Oui ils ont rendu sa dignité à la France. Oui ils ont eu raison. Et Oui nous voulons continuer à honorer leur courage dans les cérémonies officielles !» Quant à M. Vuilleumot, il devait s'attacher à souligner l'actualité des valeurs de la Résistance et de nombre des mesures préconisées par le Programme du CNR.

A Roquebrune-sur-Argens, le 27 mai dernier, le Comité de Fréjus/Saint-Raphaël/Roquebrune-sur-Argens, présidé par André Bresson, a organisé comme les années précédentes la cérémonie commémorant la création du CNR sous la présidence de Jean Moulin, dont dans son allocution, Jeannine Bresson rappela le rôle et le courage, rendant «hommage à cet homme qui a choisi la désobéissance pour lutter contre l'ennemi et rendre à la France sa gloire et sa liberté». La cérémonie s'est déroulée en présence des Autorités des Villes de Fréjus et Saint-Raphaël, de Mme Nadine Cabiten et Charles Laugier, conseillers Régionaux, de 14 porte-drapeaux, de nombreux Résistants et Ami(e)s de la Résistance. La Chorale de l'Age d'Or interpréta le Chant des Partisans, et la Marseillaise.

A Ollioules, une cérémonie a eu lieu à l'espace Pierre-Puget où, après un dépôt de gerbes dans le hall d'honneur de la mairie, un cortège s'était rendu. Un bouquet tricolore fut déposé devant la statue de Jean Moulin. Furent interprétés le Chant des Partisans, le Chant des marais, la Marseillaise et l'Hymne européen.

A Toulon, comme chaque année le 27 mai, l'ANACR et la mairie de Toulon, représentée par l'adjoint aux Anciens Combattants au nom de M. Hubert Falco, maire, ont effectué un dépôt de gerbe devant la plaque dédiée à Jean Moulin sur l'artère qui porte son nom depuis la Libération. Suivit le Chant des Partisans interprété par la Chorale du Lycée. L'après-midi, le comité ANACR a organisé un colloque intitulé «François Cuzin et Jean Cavallès, des intellectuels dans la Résistance».

Dans l'AVEYRON, la Journée Nationale de la Résistance s'est ouverte cette année le 27 mai à Rodez par une conférence de presse organisée par le Comité directeur départemental de la France dans les locaux de l'ancien dépôt des tramways avant que, comme les années passées, une cérémonie se tienne au Mémorial de Sainte-Radegonde où Marie-Paule Gilhodès, déportée, et Renée Lombard, Amie de la Résistance et veuve de Résistant, déposèrent une gerbe, Lucien Montamal rendant notamment hommage dans une allocution aux trente fusillés du 17 août 1944 et, après une minute de silence observée à la Butte de tir, l'on entendit le Chant des Partisans.

Grâce au concours du directeur départemental de l'ONAC, M. Arnaud Bayeux, et à l'appui de la municipalité de Rodez et de son maire, M. Christian Teyssière, une exposition sur «Jean Moulin, un héros moderne» a été mise en place du 27 mai au 15 juin dans une salle de l'Ilôt Balard, en plein centre-ville. A son vernissage, le 27 mai à 17 h 30, on notait la présence de Mme la Conseillère régionale représentant M. Malvy, Président, M. Jean-Michel Lalle, Conseiller général, représentant M. Luche, Président, M. François Gisclard, Conseiller municipal de Sainte-Radegonde représentant M. Bouscary, maire, M. Jean-Albert Bessières, Conseiller municipal de Rodez, représentant M. Teyssière, maire, Jean Thouvenin, vice-président national. Dans son allocution, Roger Poux, président départemental de l'ANACR après avoir remercié les personnalités présentes et les collectivités qu'elles représentaient a rappelé le sens de la demande d'institutionnalisation d'une Journée Nationale de la Résistance, la volonté de l'ANACR de défendre la mémoire, les lieux et les dates qui la structurent.

Dans l'AIN, inaugurant ainsi cette année ce que la Municipalité a décidé de pérenniser, la commémoration à Soissons de la Journée Nationale de la Résistance, une exposition sur la Résistance a été mise en place le 27 mai à la Galerie du Mail-Scène culturelle. Ce même 27 mai une cérémonie eut lieu le matin au Collège Saint-Just une cérémonie en présence du Principal du Collège, un ancien élève, Résistant, M. Patrice Dehollin, apportant son témoignage. L'après-midi, devant la sépulture de Mme Raymond Fiolet, une autre cérémonie eut lieu avec le témoignage de Mme Geneviève Bouchel, Résistante, la chorale de l'école Raymond-Fiolet interprétant le Chant des Partisans. Et c'est dans le Préau de l'Ecole Jean-Moulin, rue Winston-Churchill, que M. Patrick Day, Maire de Soissons, prononça son discours. Le lendemain 28 mai, au cinéma Le Clovis, a été organisée une conférence lors de laquelle intervint Robert Foreau-Fenier, Président-délégué départemental de l'ANACR, qui rappela les circonstances de la création du CNR le 27 mai 1943, le rôle de Jean Moulin et la portée de l'événement avant d'évoquer dans leur diversité d'origines sociales et d'opinions de nombreuses figures - pour certaines restées jusqu'à ce jour dans l'anonymat - de la Résistance à Soissons et dans l'Aine, et de remercier Mme Bouchel et MM. Dehollin et Douay pour leurs témoignages.

Dans le LOIR-ET-CHER, la Journée nationale de la Résistance a été commémorée à l'initiative de l'ANACR et de la FNDIRP le 27 mai à 17 heures au Monument aux Morts, place de la République à Blois, en présence de représentants de la municipalité et d'élus du Conseil général, avec la participation de nombreux représentants des Associations patriotiques. Fut rappelée la demande insistante d'officialisation de cette Journée au niveau national, afin de rendre hommage au rôle de la Résistance dans la Libération de la France et dans la restauration des libertés dans notre pays. Un d'EDF-GDF Morts pour la France entre 1939 et 1945.

Dans les ALPES-MARITIMES, la Journée Nationale de la Résistance a été commémorée à Nice, le 27 mai, à 18h dans les jardins de la Villa Thiole, à l'initiative patriotiques. Furent rappelées les circonstances de la création du CNR et évoquée la figure de Jean Moulin.

GUERRE DES ONDES, LIBERATION DES ONDES...

Lorsqu'éclate la seconde Guerre mondiale, un facteur a pris de l'importance par rapport au précédent conflit : la radio.¹ Non seulement dans le domaine des communications militaires, mais aussi sur les plans de l'information, de la désinformation et de la propagande : on sait le rôle que la radio a joué, sous l'égide de Goebbels, dans l'affirmation de l'emprise hitlérienne sur l'Allemagne après l'accession d'Hitler au pouvoir, en janvier 1933. Elle a même fourni, le 31 août 1939, sous couvert d'une - fausse - attaque « polonaise » contre l'émetteur régional allemand de Gleiwitz en Silésie, le prétexte de l'agression nazie contre la Pologne...

La guerre déclarée, la radio va être mobilisée par les belgicants et, là où - comme en France - elle jouissait d'une liberté d'expression, elle est soumise à la censure, en premier lieu en ce qui concerne les opérations militaires ; les postes d'Etat relayant plus généralement la politique gouvernementale. Ainsi, en France, la censure de toutes les émissions - des postes d'Etat (3 nationaux et 11 régionaux)² ou privés (12 stations) - est mise en place, dès la fin août 1939, sous la responsabilité du Commissaire général à l'Information, l'écrivain Jean Giraudoux.³

Par ailleurs, de manière ouverte sur les antennes officielles, ou par l'intermédiaire de « postes noirs » (se présentant comme étant des postes clandestins émettant du sol ennemi et émanant d'opposants politiques), les adversaires vont développer une action de propagande - voire de désinformation - en direction des populations de l'adversaire. C'est particulièrement le cas de l'Allemagne nazie⁴ avec les émissions en langue française de Radio-Stuttgart, dans lesquelles officie le traître Paul Ferdinand, et - entre début septembre 1939 et le 25 juin 1940 - avec les « postes noirs » francophones « Réveil de la France », « Radio-Humanité » et « La Voix de la Paix » ; ces deux derniers se présentant faussement l'un comme communiste⁵ et l'autre comme pacifiste, afin de tenter de semer la confusion dans l'opinion publique française.⁶ De son côté, la France met en service à l'automne 1939, en direction des populations allemande et autrichienne, deux « postes noirs » en langue allemande : « *Deutscher Freiheitssender* » et « *Österreichischer Freiheitssender* ».⁸

L'avancée allemande à l'ouest, consécutive à l'offensive du 10 mai 1940, va modifier durablement le paysage radio-phonique : en premier lieu, pour éviter que leurs installations ne tombent entre les mains de l'ennemi, plusieurs émetteurs français vont être détruits, ou démontés pour être évacués vers le sud ; d'autres ne pourront l'être à temps. La première station à se saborder est *Radio-Lille* (qui, pendant quelques jours, a abrité la radio d'Etat belge repliée⁹), dont l'émetteur de Camphin est saboté le 18 mai 1940, afin de le rendre inutilisable par l'ennemi ; le 6 juin, l'émetteur de la tour Eiffel est à son tour détruit afin que les Allemands qui s'approchent de Paris ne puissent l'utiliser et, le 10, le personnel est évacué à Bordeaux où les programmes reprennent. A Fécamp, l'ancien émetteur

de « *Radio-Normandie* »¹⁰ est détruit à temps le 10 juin, tandis qu'à contrario son nouvel émetteur de Louvetot et ses nouveaux studios de Caudebec vont tomber intacts aux mains des Allemands. Après une dernière émission se terminant par la *Marseillaise* diffusée le 14 juin en soirée, les troupes françaises font sauter, le lendemain, l'émetteur de « *Radio-Strasbourg* »¹¹ à Brumath...

Et c'est par la radio - en l'occurrence par la station « *Bordeaux-Lafayette* » - que Pétain va sinistrement annoncer le 17 juin 1940 « *qu'il faut cesser le combat* » et qu'il demande l'amistie ; lequel, intervenu le 22 juin, a pour corollaire de faire passer sous le contrôle de l'envahisseur plusieurs nouveaux émetteurs, tels ceux de « *Radio-Bretagne* », à Thourie et Rennes-Alma..., et de « *Bordeaux-Lafayette* », puisque la ville va être située en zone occupée.

Il va surtout assurer le contrôle allemand - direct ou indirect - sur l'ensemble de la radio en France : en premier lieu, l'article 14 de la Convention d'amistie franco-allemand du 22 juin stipule que « *tous les postes émetteurs de TSF se trouvant en territoire français doivent cesser sur le champ leurs émissions. La reprise des transmissions dans la partie du territoire non occupée sera soumise à une réglementation spéciale* ». Ainsi, du 25 juin à 0h 30 au 5 juillet 1940, il n'y a plus de station de radio émettant en France...

« RADIO-PARIS MENT... »

La reprise des émissions va se faire à partir du 6 juillet en zone non-occupée, d'abord à partir du Casino de Vichy, par la radio d'Etat « *Radio Nationale* », qui va être l'émision directe du régime pétainiste qui se met en place ; les stations régionales perdant toute autonomie.¹² Quant aux stations privées, autorisées à réémettre à partir du printemps 1941, elles sont aussi étroitement sous contrôle.

La « *Radio Nationale* » pétainiste - qui fera en permanence l'apologie du Maréchal, de sa « *Révolution nationale* » et de la collaboration - perdra, au lendemain de l'invasion de la zone sud le 11 novembre 1942, la faible marge de manœuvre qu'elle pouvait avoir par rapport aux exigences allemandes. D'autant plus qu'en 1943 tous ses services opérationnels seront regroupés à... Paris.

En zone occupée, les Allemands ont rapidement réparé ou remis en service les émetteurs endommagés ou détruits - tel celui d'Allouis (Cher). A partir du 18 juillet 1940, ils ne vont autoriser qu'une seule station, « *Radio-Paris* », qui porte le même nom qu'une station privée d'avant-guerre mais qui - installée dans les anciens locaux du « *Poste Parisien* » aux Champs-Élysées - est une création directe des services de propagande nazis, la « *Propaganda Abteilung Frankreich* » : « *Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand* » pourra en 1943 fredonner sur l'air de la « *Cucaracha* » Pierre Dac, sur les ondes de *Radio-Londres*. « *Radio-Paris* » nazi, après des débuts très « musicaux » (Tino Rossi, Maurice Chevalier s'y produisirent...), va vite se révéler antisémite, antibolchevique, anti-anglo-saxon et - bien sûr - anti-résistant.

Le directeur de la station est un Allemand mais, hélas, il va pouvoir compter sur les concours de Français collaborateurs. Tel, à partir de janvier 1942 le journaliste Jean

Hérol-Paquis¹⁴, qui appellera à détruire l'Angleterre comme le fut Carthage... ou, à partir de février 1942, pour deux chroniques quotidiennes, Philippe Henriot.¹⁵

Parallèlement à la mise en place de leur appareil de propagande, tant l'occupant que le régime pétainiste vont tenter d'empêcher l'accès à d'autres sources d'information. Dès le 24 juin 1940, les Allemands ont placardé en Bretagne des affiches menaçant de punition ceux qui écouteront la BBC. Edictée le 13 août 1941, l'interdiction faite aux Juifs de posséder un récepteur de radio est l'une des mesures antisémites du gouvernement pétainiste... En octobre suivant, ce même gouvernement interdit « *d'écouter les émissions des postes britanniques se livrant à une propagande antinationale dans tous les lieux publics et privés* ». En zone nord occupée, une ordonnance nazie du 23 mars 1942 interdit de former des techniciens radio. Le 1^{er} octobre 1942, un décret pétainiste interdit la fabrication de postes et pièces détachées de TSF ; en mars 1943, leur vente est aussi interdite...

¹⁶ Quant au brouillage de la BBC, il s'est perfectionné et est associé dans les mémoires au son d'une boîte à musique d'enfant, tendant notamment à rendre inaudibles les « messages personnels » codés à destination des Résistants.

Lesquels vont mener plusieurs actions contre les appareils de propagande nazi et pétainiste, et ceux qui les servent. Ainsi, à plusieurs reprises, le puissant émetteur d'Allouis (500 kw)¹⁷ sera réduit au silence : le 10 mai 1942, le dynamitage des haubans des antennes par deux parachutistes FFL¹⁸ entraîne la chute de deux des quatre pylônes et, en mai 1943, à quelques km d'Allouis, le FTP Roger Melnick¹⁹ coupe et enlève un morceau du câble reliant l'émetteur aux studios parisiens de « *Radio-Paris* », qui devient muet pendant quelques jours... Quant à Philippe Henriot, nommé le 6 janvier 1944 secrétaire d'Etat à l'Information et à Propagande du Gouvernement pétainiste, il est abattu, le 28 juin 1944, dans son appartement parisien du ministère de l'Information par un groupe de Résistants.



Pylône de l'émetteur d'Allouis détruit en mai 1942

¹ En 1940, on estime à entre 5 et 6 millions le nombre de récepteurs en France, pour une population de 42 millions d'habitants.

² Il y a aussi un poste d'Etat à vocation internationale émettant en 20 langues : « *Paris-Mondial* » (20 kw, 15 fréquences) qui, transféré de Pontoise aux Essarts-le-Roi, a pris le 2 mars 1938 la suite du « *Poste colonial* ».

³ Le 6 décembre 1938, dans le contexte de menace de guerre, avait été créé le poste de « *Chef du service de contrôle de la radio* » au sein du secrétariat général de la Présidence du Conseil des ministres.

⁴ L'Italie fasciste met elle aussi en place en 1938 un « *poste noir* », « *Radio Corse-libre* », irrédentiste. Par ailleurs, utilisant l'émetteur de « *Radio-Bari* » qui, conjointement à « *Radio-Tripoli* » sous contrôle italien, diffuse ouvertement des émissions vers la Tunisie, qu'elle revendique ; ce qui conduit la France à créer, sous la direction du poète Philippe Soupault, « *Radio-Tunis* ». L'Italie va mettre en œuvre un autre « *poste noir* » dirigé vers la Syrie, alors sous mandat français.

⁵ Paul Ferdinand, militant de l'Action française, devient en 1927 correspondant à Berlin de La Liberté, puis en 1928 du Groupe de La Presse régionale. Favorable au 3^{ème} Reich il crée en 1934 à Paris, puis à Berlin, l'agence de presse Prima-Prima Dienst. Resté en Allemagne à la déclaration de la guerre, il travaille pour le service étranger de la Reichsrundfunk (radiodiffusion du Reich) et est en charge à « *Radio-Stuttgart* » d'émissions de propagande en français, qui ont pour objectif de démoraliser les troupes françaises et de faire l'apologie du nazisme. Ferdinand - surnommé le « *traître de Stuttgart* » - est condamné à mort par contumace le 27 janvier 1940. Arrêté à la fin de la guerre, sa condamnation est confirmée le 11 juillet 1945 et il est fusillé le 4 août suivant.

⁶ Les nazis récidiveront à partir du 18 mai... 1943, avec le « *poste noir* » « *La Lutte sociale* » qui, empruntant le nom de l'hebdomadaire communiste algérien afin de se présenter faussement comme « *communiste* », émettra depuis Paris en français, arabe et kabyle à destination de l'Afrique du Nord.

⁷ Pendant la « *Drôle de guerre* » et l'offensive de la Wehrmacht à l'Ouest, les Allemands mettent en service un autre « *poste noir* », émettant de Leipzig, la « *Voix de la Bretagne* », qui annoncera - en français et en breton, la « *libération* » prochaine de la région. Un autre encore, « *Camarade Nord* » émettra durant la même période depuis Koblenz vers le Nord de la France...

⁸ Le poste « *autrichien* » utilise notamment l'émetteur de « *Radio-Fécamp* ».

⁹ Du 19 mai au 10 juin 1940, « *Radio Vrij Nederland* », la radio néerlandaise, elle aussi repliée en France, émettra depuis « *Paris-Mondial* » et « *Paris-PTT* ».

¹⁰ En coopération avec le quotidien « *Paris-soir* », « *Radio-Normandie* » diffuse un programme d'informations « *Radio-Normandie/Paris-soir* » animé par une équipe comprenant Marie-Madeleine Méric (Fourcade).

¹¹ Le personnel administratif et de rédaction de « *Radio-Strasbourg* » avait été évacué dès septembre 1939 sur Paris, seuls des techniciens étaient restés sur place. Le repli se poursuivra sur Bordeaux puis Toulouse. Une partie de l'équipe rejoignant ensuite Alger où, après novembre 1942, elle animera des émissions en alsacien.

¹² A partir d'août 1941, le Gouvernement pétainiste obtiendra des Allemands la possibilité d'utiliser l'émetteur d'Allouis qu'ils contrôlent pour les émissions de la « *Voix de la France* », station à vocation internationale. Et, en septembre 1941, les Allemands autorisent l'utilisation par « *Radio-Nationale* » de studios parisiens reliés par PTT avec Vichy.

Par la suite, à partir du 3 janvier 1943, une autre station pétainiste - « *La France fidèle* » - émettra en français et en arabe à destination de l'Afrique du Nord où les Alliés ont débarqué en novembre 1942 ; et, d'avril au 26 août 1944, sous l'égide du ministère pétainiste de l'Information d'Henri, émettant en arabe et en berbère sur ondes courtes, la station « *La France musulmane* » sera censée contrer « *Radio-Alger* » libéré.

Notons aussi la tentative, de juin 1941 à avril 1942, en utilisant l'émetteur de « *Radio-Toulouse* » sur une fréquence différente du poste officiel, de crédibiliser un « *poste noir* » pétainiste, « *Radio-Révolution* » se présentant comme clandestin, « *patriote* », mais surtout... antigauilliste et anti-anglais.

¹³ En fait, il y aura une - seule - autre station en région de zone occupée : *Radio Rennes-Bretagne*, relayant les émissions de « *Radio-Paris* » mais ayant aussi, à partir du 1^{er} novembre 1940, des programmes spécifiques - notamment en langue bretonne - confiés aux indépendantistes pro-nazis tels Roparz Hemon (Louis Nemo). Il faut aussi noter la remise en route - pour les besoins de la propagande allemande vers l'étranger - du *Poste international*, sous le nom de « *Radio-Paris-Mondiale* », et, à partir du 1^{er} février 1944, la mise en service par l'occupant de « *l'Information permanente* », station diffusant, depuis la Tour Eiffel toutes les 15 mn, un bulletin d'informations.

¹⁴ A la Libération, Jean Hérol-Paquis, ancien speaker de la radio franquiste de Saragosse lors de la Guerre d'Espagne, membre du Comité d'« *Honneur* » de la Waffen-SS, se réfugiera en Allemagne où il continuera à officier sur les ondes du poste doriotiste « *Radio-Patrie* ». Capturé le 8 juillet 1945, condamné à mort le 17 septembre, il sera fusillé le 18 octobre.

¹⁵ Philippe Henriot, venu de la droite catholique, se rallie en 1940 à Pétain. Apôtre de la collaboration, il rejoindra la Milice. Editorialiste de « *Radio-Paris* » nazi, il y vitupère contre la Résistance et les émissions françaises de *Radio-Londres*, tout particulièrement contre Pierre Dac et Maurice Schumann.

¹⁶ En mars 1944, l'occupant, dans la crainte du débarquement, ordonne que lui soient livrés tous les récepteurs de radio des départements limitrophes de la Manche : 90 000 le seront pour la seule Seine-Inférieure, 140 000 en Normandie...

¹⁷ Conjointement à celui de Rueil-Malmaison (ex-*Radio 37*), il servit aussi aux Allemands pour le brouillage de *Radio-Londres*.

¹⁸ Ils réussirent à retourner en Angleterre par l'Espagne.

¹⁹ Hélas, arrêté en novembre suivant, il sera condamné à mort.

AVIS DE RECHERCHE

Depuis plusieurs mois, je recherche la trace d'un Résistant qui aurait été fusillé dans le Puy-de-Dôme. Je viens d'apprendre - sans certitude - qu'il pourrait l'avoir été à Orcines le 13 juillet 1944. Son véritable nom était Samuel RACHMEL, inscrit sur la plaque commémorative de la synagogue de Lunéville, à côté de ceux de Simon Helfont, Jacques Helfont, Alfred Lewkowicz qui ont été fusillés à Orcines. Mais il a pu, éventuellement, être fusillé sous une fausse identité ? Qui pourrait me communiquer le nom des 24 Résistants fusillés ce jour-là ? Y a-t-il eu des Résistants non identifiés ?

Contacteur Eve-Line BLUM
25000-BESANCON
E-mail : eve.line.blum@gmail.com

Je recherche des informations concernant mon beau-père Philippe BURGUETE, décédé le 22 octobre 1943 et appartenant au réseau Nivelles-Bidassoa. Qui pourrait m'en donner ou m'indiquer où en trouver ?

Contacteur Marina BURGUETE
4 allée des iris, 64500-CIBOURE
Tel : 05 59 47 11 44
E-mail : marina.burguete@neuf.fr

Pouvez-vous me communiquer des informations sur un groupe de résistants de la Région parisienne nommé «Groupe Tronel» et «Section de réfractaires du XIe et/ou du XXe arrondissement de Paris...» ?

Contacteur Jf HOULARD :
Quintane, 91330 - YERRES
E-mail : jfh-ev@wanadoo.fr

Je cherche à retracer la vie de mon grand-père, Armand Emilie LAUREL, né en 1904 à la Neuve-Lyre (Eure) et qui a vécu à Joinville-le-Pont à partir des années 30 jusqu'aux années qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale. Je sais que lors de la mobilisation, en septembre 1939, il a été affecté à la 9ème compagnie Auto du TCDN 24 de Paris jusqu'en août 1940. De retour à la vie civile, il travaille à la S.T.C.R.P (future R.A.T.P.). En septembre 1944, il s'engage volontairement dans l'armée. Incorporé au 2e régiment d'Autos de Normandie, il est affecté à la 204e Cie puis à la 1ère Armée Française comme chauffeur de camion... Dans ses affaires, j'ai retrouvé des articles de journaux traitant des actes de Résistance dans la ville de Joinville-le-Pont, notamment celui du 25 août 1944, où un wagon a été renversé sur la RN 4 pour en barrer la route aux armées allemandes. Il aurait lui-même intégré les F.T.P. de la région de Champigny-sur-Marne. Y aurait-il une liste des membres du groupe dont il aurait fait partie, des photographies ou des éléments qui me permettraient de savoir quel était son rôle dans ce groupe ? Je suis également très intéressé par tout autres documents relatifs aux FTP de la région de Champigny-sur-Marne (organisation, actions...). Qui peut m'aider ?

Contacteur Damien DANIELOU
19 rue du Montin, 87270-COUZEIX
Tél : 06 17 52 47 11
E-mail : dd.cmoi@yahoo.fr

Je recherche des informations sur quatre personnes ayant participé activement à la lutte contre les Allemands en France pendant la seconde Guerre mondiale.

La première est mon père, Mayer/Mehir BERKOWICZ, né à Varsovie en 1910, ébéniste et marié à ma mère, Tauba/Taucha Bourstein. Tous les deux sont morts à Auschwitz ou dans les trains les y emmenant de France. En 1939, mon père s'était engagé dans l'Armée française comme «Volontaire étranger». Comment pourrais-je savoir dans quelle unité militaire ?

La deuxième est mon oncle Israël FLASBERG/FLAKSBERG, ébéniste, marié avec ma tante Béla Bourstein, née à Varsovie entre 1895 et 1907. Ils habitaient avant guerre 68 rue de Charenton, à Paris, qui était aussi l'adresse de mes parents. Israël avait un commerce d'ameublement. Pendant la guerre, sa dernière adresse a été le 11 rue Titon (Paris 11ème). D'après ce qu'il m'a dit, il a participé à la Résistance, un certain temps en Savoie. Après guerre, il recevait une rente du gouvernement français.

La troisième est Mordechaj SIKOTA/SIQUORA, né en 1910 ou 1911 à Varsovie, arrivé en France dans les années trente, électricien. C'est le frère d'un de mes oncles marié avec une des sœurs de ma mère. Pendant la Guerre, il a participé à la Résistance dans le sud de la France, dans la région de Toulouse. Après guerre il a émigré en Amérique du sud, probablement au Vénézuéla.

La quatrième est Léon/Lajzer KROVICK/KROVIC né à Varsovie dans les années

1909-12, mari de ma tante, Tauba Berkowicz, et père de Rosine, née en 1939. La famille a habité avant guerre 24 rue Lafitte à Paris et pendant la guerre quelque temps dans L'Orne, à Crulai. Lui s'est engagé dans un régiment de soldats d'origine polonaise en France, elle est passée par Drancy avant d'être envoyée à Auschwitz.

Qui les aurait connus, qui peut me donner des renseignements sur chacun d'eux ? D'avance, Merci.

Contacteur Lucien BERKOWICZ, chez Arié BIRON
Rakefet 83, MISGAV-20175 (Israël)
E-mail : mltbm@galilan.com

Je souhaite savoir où est inhumé Marcel DOUSSINEAU, né le 1er février 1907 à Argenteuil, qui demeurerait à Puteaux et a été fusillé le 18 juillet 1944 par les Allemands à Colpo dans le Morbihan. Merci.

Contacteur Dominique DOUSSINEAU
Appt 68, 30 bd de la Résistance 95100-ARGENTEUIL
E-mail : docado@hotmail.fr

Je suis à la recherche de renseignements sur Monsieur DANDOIS, Résistant en 1942, alors domicilié rue Fratin à Clermont Ferrand. Il a sauvé ma mère à l'époque réfugiée à Clermont et demeurant dans cette maison.

Est-il vivant ? Qui l'aurait connu ? Qui peut m'aider ?

Contacteur Romy SZMIDT STAMM
20, rue des 7 Pommiers
57420-SOLGNE (près de Metz)
E-mail : Stamm-jeodeb@wanadoo.fr

Mon père, Georges DILLIERE, d'Anney, est décédé il y a 38 ans, à l'âge de 43 ans. Je ne l'ai malheureusement pas connu, car j'avais tout juste un an lorsqu'il nous a quittés. Il a été Résistant ; un tout jeune Résistant, car né en 1926. Son pseudo aurait été «Julet» et il aurait été un des Résistants du plateau des Glières. Je cherche désespérément des informations sur cette partie de sa vie et ne sais pas à qui m'adresser. Qui pourrait me donner des renseignements ? Existe-t-il des archives ? D'avance merci pour toute aide.

Contacteur Stéphanie DILLIERE-BROOKS
Flat 2 Heron House
322 High Holborn
LONDON WC1V 7PB (Great-Britain)
Tel : +44 (0)7710 733 147
E-mail : dillierebrooks@googlemail.com

Je recherche des informations concernant un groupe de Résistants autrichiens, qui se trouvaient à Cazaux-Debat (Hautes Pyrénées) jusqu'en février 1943.

Ce groupe comprenait notamment Joseph MEISEL et Harry SPIEGEL. Il est possible qu'il y ait également eu Tilly SPIEGEL, femme de Hans MARECK. Ce dernier a participé à la Résistance dans la région parisienne, arrêté et libéré lors de la libération de Paris.

Harry Spiegel s'est rendu à Marseille en février 1943, où il a intégré les FTP-MOI. Il aurait infiltré la Kommandantur, et Je recherche plus spécifiquement des renseignements sur lui. Un enfant d'une dizaine d'années - également parti de Cazaux-Debat pour Marseille - a été arrêté, soit pendant le trajet, soit à son arrivée à Marseille. Il avait un lien avec Harry Spiegel. Je recherche aussi des renseignements sur cet enfant.

Qui peut m'en donner ? Merci.
Contacteur : Paul BOUYGARD
16 rue de Vincennes, 64000-PAU
Tel : 05 59 02 05 28
E-mail : bouygard.paul@orange.fr

Epouse d'un membre de l'ANACR Alsace, je suis aussi présidente de l'association culturelle VAL de Linthal (Haut-Rhin), qui projette de valoriser différents sentiers et chemins historiques dans le Massif Vosgien, et qui dans ce cadre envisage la réalisation d'un Parcours de Mémoire dans la haute vallée de la Lauch, sur le thème «Les Chemins de la Liberté : de la Résistance à la Délivrance». Nous recherchons à cet effet des témoignages et des documents iconographiques relatifs aux filières d'évasion vers les crêtes vosgiennes, fréquentées par les insoumis à l'incorporation de force, les réfractaires au S.T.O. ou au R.A.D. ; ou encore par les déserteurs de la Wehrmacht.

Contacteur : Association VAL (Isabelle MARTIN, présidente)
71a, rue du Hilsenfirst, 68610-LINTHAL
Tél : 03.89.76.31.48
E-mail : val-lintal@orange.fr

LA VIE DE L'ASSOCIATION

SAÔNE-ET-LOIRE

Les Amis de la Résistance du Comité ANACR de la Chapelle-de-Guinchay ont organisé un voyage sur un lieu de mémoire, le Centre Historique de la Résistance en Drôme et de la Déportation, situé dans un ancien couvent de la Visitation à Romans.

Comme ce musée est situé dans le même bâtiment que le Musée International de la Chaussure, celui-ci eut droit à une rapide visite.

Mais, le but du voyage était bien le Centre de la Résistance et de la Déportation où tous furent accueillis par la responsable.

Le point de départ de l'exposition insiste sur la montée du nazisme et le fait remonter à la fin de la Première Guerre mondiale. Les Allemands n'avaient pas admis la défaite et ne rêvaient que de revanche. La présentation est sobre et les murs passent du gris clair au gris foncé à mesure que l'on avance dans la guerre. Les panneaux photos sont accompagnés de réflexions de Résistants, par exemple : «Je n'ai peur de rien, même pas de la mort, car de ma vie, je n'ai rien à me reprocher. Je ne regrette rien» (Georges Bert, 23 ans, fusillé le 25 août 1944 à Tain-l'Hermitage). La responsable nous dit insister particulièrement auprès des jeunes visiteurs quant aux répétitions de l'histoire. Et elle leur demande d'être vigilants afin de conserver leur liberté et de ne pas se faire enrôler malgré eux par des doctrines malveillantes.

Ce fut donc une belle journée, appréciée des quelques 50 participants qui l'ont suivie.

SOMME

Il y a beaucoup d'émotion et beaucoup de monde ce lundi 22 juin 2009, pour la commémoration du 65^{ème} anniversaire de l'attaque de la prison d'Abbeville par la 3ème Compagnie FTP du Vimeu qui, le 22 juin 1944, permit de libérer 161 prisonniers, dont 70 Résistants. Devant la plaque de la rue Dumont, le «Chant des Partisans» est interprété par les enfants de l'école de Rouvroy.

Madame Forestier-Gaillard, présidente départementale de l'ANACR, fille d'André Gaillard, libéré par le commando, présente les excuses des derniers survivants absents pour raison d'âge et de santé, et conte les péripéties de l'attaque et de la libération des prisonniers.

M. Dumont, maire d'Abbeville, très sensible à cet événement, rend alors hommage aux Résistants d'Abbeville ayant aidé leurs camarades emprisonnés à fuir et à se cacher.

M. Frédéric Bureau, directeur départemental de l'ONAC-Somme est présent, les sections d'anciens combattants de la Région étaient représentées avec leurs drapeaux.

Puis ce fut un dépôt de gerbes devant la plaque par le Comité départemental de l'ANACR et par M. Dumont, maire de la cité.

Après que Madame Forestier a remercié les enfants des écoles du Quartier de Rouvroy pour leur participation et les ait fait applaudir, le verre de l'amitié fut offert par la mairie.

LOIR-ET-CHER

Le 12 juin 1944, à la nuit tombante, les Allemands emmenaient jusqu'à Maves dix prisonniers incarcerated à Blois et les fusillaient sur le bord de la sur le bord de la route, près de Pontigny, afin de terroriser la population par des représailles sanglantes face à l'action de la Résistance locale.

Les corps furent découverts le lendemain matin par les enfants qui allaient à l'école. Deux hommes parmi les dix, Léon Michel et Guy Robin, laissés pour morts, survécurent et témoignèrent sur les circonstances du drame.

Vendredi 12 juin, une cérémonie a eu lieu au monument érigé sur place, en présence de toutes les associations patriotiques avec les porte-drapeaux, de Lucien Maury, rescapé de la Déportation, de Claude Denis, conseiller général, d'Astrid Lonqueu, maire de Maves, des Gendarmes, des sapeurs-pompiers et de nombreux habitants. Jean Rebourg, vice-président départemental de l'ANACR, a rappelé les faits avec émotion et rendu un hommage vibrant à ces Morts pour la France. Le saxophone de Jean Pilot jouant «Le Chant des Partisans» ajoutait beaucoup d'intensité à cette cérémonie.

RETRAITE DU COMBATTANT PENSIONS

Relèvement du point d'indice au 1^{er} juillet 2009 : valeur passant de 39 à 41.
Retraite du Combattant : 560,88€ par an, soit 280,44€ par semestre.

DORDOGNE

L'assemblée générale du Comité de Montignac de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR) s'est tenue le samedi 21 mars 2009 en présence d'une trentaine d'adhérents, de responsables départementaux : Roger Ranoux (colonel Hercule), Jean-Paul Bedoin, président délégué, membre du bureau national, Yves Bancon (alias Ramon), secrétaire départemental, et de Jacques Cabanel conseiller général.

A l'occasion de la minute de silence observée à la mémoire des adhérents disparus en 2008, le président du Comité Gonzague Deladerrère a de nouveau évoqué celle de son prédécesseur Jean Besse, acteur important de la Résistance en Périgord, et a rappelé que son nom a été donné le 29 juin 2008 à un espace de la place des Sagnes à Montignac.

Le bilan moral 2008 et les perspectives d'activités pour 2009 ont été ensuite développés. Le travail engagé depuis déjà plusieurs années sur le mémorial de la Résistance se traduit par deux réalisations significatives : celle des «chemins de la mémoire» et celle de la rénovation des plaques commémoratives.

La première est terminée sur le Montignacois, elle a fait l'objet, pour les adhérents, d'une visite organisée le 19 octobre de 20 lieux symboliques de la Résistance au «pays de Jacou». La seconde, menée en concertation avec les communes a concerné la stèle du cimetière de Saint-Léon, elle est poursuivie sur la stèle de Valojoux, les plaques de Fanlac et de Montignac ; elle consiste surtout à mieux renseigner le public sur l'identité des victimes de la répression nazie et les circonstances de leur arrestation ou de leur mort.

Dans son action spécifique auprès des jeunes, le Comité entretient des relations privilégiées avec le collège Yvon-Delbos. Le 5 décembre 2008, le secrétaire, Pierre Gaillard, a accompagné Roger Hassan, ancien résistant et déporté à Mauthausen, dans sa rencontre avec les professeurs d'histoire et géographie, et les élèves des classes de 3^e ; ce fut un moment rare d'émotion et de prise de conscience par ces jeunes des atrocités perpétrées contre l'humanité par le régime hitlérien. En 2009, une dizaine d'élèves ont participé au Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Le Comité s'investit aussi dans la rédaction du journal «La Voix de la Résistance en Dordogne», dont Gonzague Deladerrère a pris la responsabilité.

Après l'examen du compte d'exploitation présenté par la trésorière Catherine Michiels, le bureau sortant est reconduit (2 anciens résistants et 8 ami(e)s).

La parole est alors donnée aux personnalités invitées. Jean-Paul Bedoin fait part de la relance en 2009 des activités de l'association «Centre Départemental de la Mémoire» après un passage à vide de presque 2 ans très regrettable, de l'avis aussi de Jacques Cabanel, qui indique que l'objectif est toujours la création de ce centre à Rouffignac. Il s'agit maintenant, en priorité, de recueillir les témoignages d'anciens résistants ou déportés : tâche confiée à Nicolas Coumil, ancien chargé de mission au CDM, employé à ce titre aux Archives Départementales.

DISPONIBLE AU SIÈGE NATIONAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PROGRAMME
DU
CONSEIL NATIONAL
DE LA
RÉSISTANCE
(C. N. R.)

L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

GUERILLEROS

Le soleil n'était pas au rendez-vous, ce samedi 6 juin à Prayols (Ariège), où de nombreux participants (environ 250) ont répondu à l'appel annuel au pied du Monument National aux Guérilleros, ces combattants espagnols de la Résistance française. La cérémonie s'est tenue en présence de Mme Massat, députée de la circonscription, de M. Teychenne, député européen, de M. Pech représentant le Maire de Toulouse.

M. Francis Laguerre, Maire de Prayols, rappela le chemin parcouru depuis l'érection du monument en 1982, rappelant le rôle de ces hommes valeureux qui combattirent le fascisme sévissant alors dans toute l'Europe, appela à sauvegarder les valeurs qu'il leur représente. Pepita Leon donna ensuite lecture du message envoyé par Miquel Caminal, Directeur du Memorial Democràtic de Catalunya, puis Miguel Vives, représentant la Gavilla Verde, transmit le message du Président Pedro Peinado de Santa Cruz de Moya.

Raymond San Geroteo eut la responsabilité de représenter la « 2^{ème} génération » ; il le fit avec beaucoup de brio, sur le ton d'un cri, d'un appel à la fidélité aux valeurs que nous ont transmis nos parents, mais aussi et surtout un appel à l'action pour la visibilité et l'utilité présente et future de l'histoire.

Narcisse Falguera, Président National de l'Amicale et membre du Conseil national de l'ANACR, clôtura les allocutions en rappelant qu'aujourd'hui sont honorés ceux qui périrent et ceux qui survécurent aux souffrances et aux privations de la guerre et des camps. Ils poursuivirent le combat contre le fascisme en luttant au sein de la Résistance française, toujours animés de ces valeurs dont l'esprit était celui de ne pas se soumettre, d'accepter tous les risques pour que la Liberté soit retrouvée...

« Chacun, à sa façon, se doit de transmettre la mémoire de ceux qui, courageusement et avec abnégation se sont battus pour que nous soyons libres et nous le restions. La boucle sera bouclée quand la Mémoire deviendra... l'Histoire ! »

Se succédèrent ensuite dépôts de gerbes, minute de silence, hymnes républicains et guérilleros interprétés par le Groupe Memoria, venus avec la délégation des Pyrénées-Orientales.

PUY-DE-DOME

Le 65^{ème} anniversaire des combats du Mont-Mouchet de juin 1944 a été commémoré par diverses manifestations. Tout d'abord, un premier arrêt fut effectué à Ruynes-en-Margeride, devant la stèle rappelant les noms des victimes de la sauvagerie agressive de l'armée allemande et de ses supplétifs. Dépôt de gerbes, sonneries, recueillement, en présence de nombreux drapeaux.

Puis, un deuxième arrêt fut fait dans le village martyr de Clavières, où des combats opposèrent des Résistants à la puissante colonne des barbares. Clavières a été pillé, brûlé, et son maire, ceint de son écharpe, est allé au-devant de la colonne allemande. Lui ne l'a jamais revu... Dépôts de gerbes et sonneries devant les stèles rappelant les noms des victimes...

Troisième arrêt devant le Monument des Enfants de troupe de Billom qui, malgré leur jeune âge, ont donné leur sang pour que vive la liberté. Là aussi, sonneries, dépôts de gerbes et recueillement.

Au Mont-Mouchet, une grande foule s'est rassemblée malgré une bise glaciale. Une première cérémonie se déroule devant l'emplacement où se profile la sculpture d'Emile Coulaudon, alias colonel Gaspard, chef des maquisards du Mont-Mouchet.

Le général Elrick Irazosta, chef d'état major de l'armée de terre, représentant le Président de la République, a ranimé la flamme du souvenir.

Robert Lindron, président du CODURA, a rappelé avec force le destin de ces hommes et de ces femmes de tous âges, de toutes tendances politiques qui se sont regroupés au Mont-Mouchet, en 1944, pour combattre un ennemi plus puissant et qui ne furent jamais vaincus. « Admirables maquisards, vous pouvez être fiers de vous ».

René Souchron, président du Conseil régional a ensuite déclaré que « les piliers fondateurs de notre société se trouvaient ici au Mont-Mouchet, où des hommes et des femmes ont rêvé d'un monde d'égalité et de fraternité, d'une France ouverte et généreuse ».

Le préfet de la Haute-Loire a, à son tour, repris cette phrase de Guy Miquel : « Vous qui restez, soyez dignes de nous ! ».

Selon un rituel, personnalités civiles et militaires ont déposé de nombreuses gerbes de fleurs au pied des monuments. Les Associations d'anciens combattants, dont l'ANACR et la FNDIRP, ont, à leur tour, fleuri le monument National et observé une minute de recueillement. Ce sont les enfants de l'école cantalienne de Paulhac, avec leur instituteur, qui ont clôturé la cérémonie en déposant des bouquets de fleurs des champs devant le monument (applaudissements de tous les présents). Les sonneries de rigueur ont été exécutées par la Musique du 92^e R.I.

HAUTE-SAVOIE

Le 20 mai 1944, les troupes nazies menèrent une importante opération contre la Résistance éviannaise, des patriotes tombèrent sous leurs balles à Chapanges, Lugin, Saint-Paul et Tholion. D'autres étaient arrêtés. Le 20 mai, dans le cadre du 65^{ème} anniversaire des combats libérateurs du département, leur mémoire a été honorée. Les stèles des martyrs visitées par une délégation officielle.

En soirée, Robert Julliard, organisateur au nom de l'ANACR, Louis Duret, président de la communauté de communes et Aimé Blanc, pour les déportés, étaient entourés des élus - les maires du canton et M. Gaston Lacroix, Conseiller général - et de la population.

Robert Julliard déclara notamment : « Aussi éloigné que cela puisse paraître aux jeunes générations, les événements de 1944 ne sont finalement pas si lointains... Les héros de la Résistance ne se sont pas battus pour une gloire éphémère : nos convictions étaient bien plus profondes... ». M. Jacques Burnet, maire de Lugin lui faisait écho : « Ceux que nous honorons ce soir étaient des jeunes gens, ils avaient la vie devant eux, ils étaient épris de liberté, ils l'ont défendue au pénal ou au prix de leur vie ». Mme Marion, co-présidente des déportés déclara : « Si un tel régime devait sévir à nouveau dans notre pays, personne ne pourrait dire : on ne savait pas, car nous savons... ».

LIBE-PTT

C'est une cérémonie très réussie en mémoire de Laurent Matheron, chef d'équipe des lignes, qui fut partie prenante dans un épisode de la Résistance d'André Ribouton, président de l'ANACR-Rhône, qui s'est déroulée pour l'inauguration au Centre des Télécommunications Lyon-Sévergné de la plaque commémorative à la mémoire de ce Résistant valeureux, et à laquelle ont participé de nombreuses personnalités dont, pour France-Télécom, MM. Patrick Picot (directeur d'établissement) et Denis Roussillat (directeur régional), M. Dujardin (la Poste), Mmes Sabiha Ahmine, Conseillère régionale, et Nathalie Vannini, adjointe au maire du 3^e arrondissement représentant le Maire de Lyon, Jean Blanchon secrétaire national de libération Nationale PTT.

De nombreux retraités étaient présents ainsi que plusieurs drapeaux des comités ANACR et celui de la Fédération Postale CGT. Le Centre d'amplification de Lyon-Tassin qui portait le nom de Laurent Matheron ayant disparu, il était indispensable de ne pas laisser ce Résistant mort en déportation tomber dans l'oubli. C'est chose faite avec le dévoilement de cette plaque portant son nom et apposée au Centre des Télécommunications Lyon-Sévergné, 1 rue Duphot dans le 3^{ème} arrondissement.

ZONE 13

L'assemblée générale de l'Amicale des anciens Résistants et amis de la Résistance de la Zone 13 (Puy-de-Dôme), affiliée à l'ANACR, s'est tenue le 25 mai dernier, en présence de nombreux adhérents, ainsi que de plusieurs élus du secteur.

Après une minute de silence à la mémoire des disparus, le point fut fait concernant les différentes activités : cérémonies à la stèle Paul-Roché, informations dans les établissements scolaires, contacts avec des anciens résistants. La vie du musée fut largement évoquée, les visites y progressent à un niveau intéressant (plus 125% en 2008 par rapport à 2007). Le musée a eu la plaisir d'accueillir des groupes particulièrement attentifs (anciens d'AFN, instituteurs retraités...) et, pour la première fois, des étudiantes de l'université Blaise-Pascal s'y sont intéressées ; point d'orgue, le passage de Lucia Deppler, étudiante allemande, allemande, future professeure d'histoire dans son pays.

Un site, plus efficace va être réalisé. Michel Girard, maire et conseiller général de Saint-Gervais, indique que les permanences du musée seront assurées les week-ends des mois de juillet et août.

Par ailleurs, il fut noté que le projet de réhabilitation du maquis «Nestor-Perret» est en cours. Le bureau a été reconduit à l'identique.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Pierre FUGAIN (Isère)

Né en 1919 en Savoie, d'un père fils de paysan et d'une mère qui sera bonne à tout faire dans une maison bourgeoise des 12 ans à Paris, Pierre, bourgeois fait ses classes au Lycée Champollion (1931-1938), y fait un petit journal «le petit Humain». C'est la période juste avant le Front populaire et Pierre il participe à ses premiers meetings. Déjà rebelle et bagarreur participe le 10 juin 1934 à la riposte des opposants antifascistes à la venue de Philippe Henriot pour une réunion des Croix de Feu. Après le bac, pour gagner sa vie, il est surveillant à l'école Vaucaumont, où il crée le premier syndicat CGT des maîtres d'internat, puis au Lycée Champollion (1939). Membre des Jeunesses Communistes, responsable des collectes parmi les étudiants et les jeunes pour le Front populaire espagnol, il tente à 16 ans de rejoindre la colonne Durutti et regrettera toujours de n'avoir pu réaliser son rêve de se battre dans les Brigades Internationales. Mobilisé à 20 ans en 1939, dans le service santé, puis étudiant en médecine, élève-officier de réserve d'artillerie, un mois avant la fin de la drôle de guerre, il se retrouve à Vannes et est fait prisonnier avec d'autres officiers par les Allemands, sans qu'ils aient pu combattre. En gare du Mans, il s'évadera du train le conduisant dans un stalag en Allemagne et retournera fin 1940 à Grenoble, reprenant sa place de pion au Lycée Champollion et ses études de médecine. Etudiant communiste engagé dans la lutte anti fasciste et clandestine, il réunit des camarades, distribue des tracts, manifeste contre le régime pétainiste. Ce qui lui vaut d'être arrêté le 24 mai 1941 pour propagande communiste, incarcéré à la prison Saint-Joseph puis emprisonné le 22 juin 1941 au Fort-Barraux, où il va rencontrer les premiers militants isérois (du PC, de la CGT...) emprisonnés par le régime pétainiste. Pierre profite d'une permission exceptionnelle accordée pour la naissance de son fils Michel, le 12 mai 1942, pour prendre le large. Après quelques mois de clandestinité, exclu de l'Université, il devient veilleur de nuit au garage des messageries de Presse d'où partent les camionnettes livrant «le Petit Dauphinois», tout en continuant ses études de médecine. Contacté pour pouvoir utiliser les camionnettes pour la Résistance, il intègre le Réseau de renseignements «Reims-Coty», basé à Grenoble et dont il devient l'adjoint du chef national ; il retracera dans un livre, «Ici l'ombre», l'action de ce réseau. A la Libération, tout en achevant ses études de médecine, il s'investit dans la défense des droits des Résistants, se préoccupe du sort des déportés, veille à ce que les collaborateurs soient sanctionnés et participe à la création de l'Association des Militants de la Résistance (AMR). A la dissolution de l'AMR, il participe à la création de l'ANACR, dont il deviendra en 1967 co-Président du Comité départemental de l'Isère, Président-délégué en 1969 et Président d'Honneur en avril 2006. Pendant toute sa vie, Pierre Fugain fut un combattant de l'humanisme, de la liberté, de la démocratie et de la mémoire : il s'engagea contre les guerres coloniales et manifesta sa solidarité avec les peuples luttant pour leur liberté, en tant que médecin il fut solidaire des femmes luttant pour leur dignité et leurs droits à la contraception et à l'avortement, en tant que Résistant, il fut de tous les combats contre les résurgences du fascisme, prenant la tête de toutes les manifestations antifascistes grenobloises. Il était commandeur de la Légion d'Honneur, Médaille de la Résistance avec Rosette, Croix de guerre, Croix de Combattant volontaire, Médaille des Evadés de Guerre.

Gaston AMBLARD (Yvelines)

Résistant dans la région du Vaucluse, venant en aide aux persécutés fuyant la répression, Gaston Amblard, récemment disparu, embrassa après guerre la carrière d'avocat. Ce qui lui permit - sur le terrain de la justice et du droit - de poursuivre sa vie durant le combat pour les valeurs de la Résistance : la démoc-

ratie, le respect des droits de l'homme, de la dignité humaine. Membre depuis 1956 du Conseil National de l'ANACR, le restant jusqu'au congrès de Limoges en 2006, lors duquel il passa à l'honorariat, Gaston Amblard fut l'avocat de l'Association, l'avocat des Résistants privés de la reconnaissance de leurs services et de leurs droits, l'avocat des Résistants poursuivis - voire même emprisonnés - après la Guerre pour leurs actions de Résistance, ce dont, débutant en 1953, l'affaire Guignoulin fut emblématique. animateur du collectif d'avocats Résistants rassemblé pour plaider les milliers de dossiers de leurs camarades concernés par ces poursuites, Gaston Amblard sut admirablement utiliser toutes les ressources du Droit et mettre en évidence tant devant les cours militaires que devant les juridictions civiles, jusqu'aux Cours d'Assises pour amener à l'abandon des poursuites et à la disculpation des accusés. Pendant plus de 10 ans, Gaston Amblard fut aussi l'avocat de l'ANACR dans une procédure l'opposant au Monde pour la publication par ce quotidien d'une tribune d'Isorni et de Lehideux faisant l'apologie de la collaboration et du régime pétainiste, procédure qui se termina positivement en Cour de cassation puis en second jugement d'appel. La Croix de la légion d'honneur qui lui fut attribuée en 1998, et qui lui fut remise par Robert Chamberlain, honora une vie consacrée à la défense des valeurs qui motivèrent son engagement de jeunesse dans la Résistance.

Thérèse MENOT (Haute-Vienne)

Née en 1923 dans une famille de cheminots, Thérèse Menot entra en 1940 aux services administratifs de la société de moteurs d'avions Gnome-et-Rhône de Limoges. C'est là que contactée en 1943 par Pierre Plantelligne, membre de l'A.S., elle rejoint un réseau de «Combats». Dénoncée par une collègue de bureau alors qu'elle dérober des cartes de travail pour l'établissement de faux papiers pour des déserteurs du STO, elle est arrêtée par la Gestapo le 4 janvier 1944. Emprisonnée à Limoges, transférée à Compiègne, elle est déportée le 31a Ravensbrück, où elle va poursuivre le combat de la Résistance au sein du comité international du camp. Elle sera ensuite affectée au commando d'Hollersheim, en Bohême, dépendant du camp de Flossenbürg et qui travaille pour l'usine de munitions Skoda. Libérée par l'avancée de l'Armée rouge, elle revient à Limoges le 25 mai 1945. Engagée dans la transmission de la mémoire de la Résistance et de la Déportation, intervenant dans les lycées et les collèges, emmenant les lauréats du Concours visiter les lieux de mémoire que sont les camps de Ravensbrück et de Mauthausen, elle a contribué à la création du Musée de la Résistance de Peyrat-le-Château, de celui de Limoges. Présidente de l'ADIRP 87 et membre du bureau départemental de l'ANACR, Thérèse Menot était Commandeur dans l'Ordre de la Légion d'Honneur, Commandeur dans l'Ordre National du Mérite, Médaille Militaire, Croix du CVR et du Combattant, Médaille de la Résistance, Médaille de la Déportation et Commandeur des Palmes académiques.

Pierre OLMETA (Seine-Saint-Denis)

Membre de l'ANACR de Seine-Saint-Denis, Pierre Olmeta, né en 1919, rejoignit un réseau de renseignement FFC. Premier vice-président national de l'ANACR, assurant depuis 60 ans la présidence de l'UDRAC de Seine-Saint-Denis, Président départemental des Médailles de la Résistance, Pierre Olmeta était aussi vice-président national de l'ANACR. Il était Officier de la Légion d'Honneur, Grand Officier du Mérite National, Médaille Militaire, Médaille de la Résistance.

Jean CERANTOLA (Isère)

Né en 1927 à Froges où il va mener, au sein de l'entreprise Scal-GP, toute sa carrière professionnelle, en étant pendant 35 ans secrétaire du Comité d'entreprise puis du Comité central d'entreprise, Jean Cerantola entre début 1944, à 16 ans et demi, dans la Résistance en

rejoignant les FTPF du commandant «Fontaine» (René Bœuf). Il participe sur le secteur de Villard Bonnot-Tencin aux opérations de sabotage, puis son groupe gagne le maquis dans le Grésivaudan au Pré-de-l'Arc, où il connaît alors l'existence de tous les maquis, organisation et ravitaillement, attente, mais aussi actions de harcèlement, récupération de matériel lors de parachutage. En juillet après la chute du Vercors et les attaques contre les maquis de l'Oisans par les allemands, les maquisards FTP sont envoyés en renfort au col du Pas de la Coche auprès du capitaine Bernard et du capitaine Lanvin. La dernière action importante, autour du 22 août, sera l'attaque du Château de Miribel. 92 Allemands prisonniers et prise de matériel. Le 5 novembre 1944, Jean Cerantola défilera avec ses compagnons à Grenoble, devant le général de Gaulle, avant de rejoindre la Maurienne pour poursuivre les combats jusqu'à la victoire finale. Ne voulant pas s'engager en Indochine, il regagne la vie civile et retrouve Froges. Ses combats syndicaux et politiques le poussent à œuvrer pour sa ville et, en 1977, il devient maire de Froges, fonction dans laquelle il sera reconduit sans discontinuer durant 24 ans jusqu'en 2001 année où il décide de «raccrocher». Président du Comité ANACR de Froges durant de très nombreuses années jusqu'à la fusion Froges-Pontcharra, il présidait depuis le congrès d'Echirolles en avril 2006 l'ANACR Isère.

Georges VALBON (Seine-Saint-Denis)

D'une famille d'immigrés valdaisiens ayant quitté l'Italie après l'arrivée au pouvoir de Mussolini, Georges Valbon est né en 1924 dans le Cher. Sa mère Cécile, couturière, et son père Pie-Julien, plombier-couvreur, viendront s'installer à Bagnolet. Agé de 16 ans au début de l'Occupation, Georges Valbon est élève-typographe à l'école Chaix quand il imprime ses premiers tracts antinazis sur les presses de l'école. Passé à la clandestinité, devenu lieutenant FTP, il commande en juillet 1944 un groupe armé à Bagnolet, participe à la libération de la mairie des Lilas, puis de Montreuil, des forts de Rosny et de Romainville. Il combat les Allemands place de la République à Paris. Engagé volontaire en septembre 1944, il quitte l'armée en 1946 en refusant d'aller faire la guerre coloniale en Indochine. Militant responsable du Parti communiste après guerre, il fut maire de Bobigny, Président du Conseil général de Seine-Saint-Denis de 1968 à 1982 puis de 1984 à 1993, Président des Charbonnages de France de 1982 à 1984. Vice-président du Musée de la Résistance Nationale à Champigny, il était Officier de la Légion d'Honneur.

Pierre BIGORGNE (Marne)

Son engagement dans la Résistance se fait dans les Maquis de l'Argonne où après la débâcle de 1940, sans attendre sa démobilisation, il demande à réintégrer son poste d'instituteur. Instituteur le jour, tout en étant secrétaire de mairie comme sa fonction l'oblige, il réceptionne les parachutistes la nuit, récupère les armes pour fournir les maquis. A la Libération, où il participe aux combats, il rejoint la 2^{ème} Division Blindée du Général Leclerc au sein de son Régiment du train, en qualité d'officier, et participe à la Campagne de France et d'Allemagne. Armée d'active qu'il quittera à la fin de la guerre avec le grade de lieutenant, accédant à force de périodes régulières au grade de colonel de réserve de l'Armée française. Jusqu'à ses derniers moments, il s'attachera à défendre les valeurs et les droits des Anciens Combattants Résistants, avec l'ANACR, les CVR, et dans les regroupements fédéraux avec les combattants d'autres conflits, au sein de l'UFAC de Reims et de la Marne.

EN HAUTE-SAÔNE

Pour la préparation du Concours, l'ANACR - qui depuis 2005 a un partenariat avec le Centre départemental de documentation pédagogique (CDDP) :

- Etablit une **bibliographie** simple, accessible aux collégiens, sur le thème du concours, qui est diffusée sur le site Internet du CDDP (et depuis 2007 sur le site académique des professeurs d'Histoire-Géographie).

- **Expose** de la mi-décembre à la fin janvier (avec souvent une prolongation en février), au CDDP, les ouvrages proposés dans la bibliographie : livres, brochures, dessins, DVD, témoignages, nombreux tirés à part avec la part la plus large possible aux documents régionaux et locaux. Environ 100 élèves, individuellement, ou avec leurs classes et leurs professeurs, la visitent.

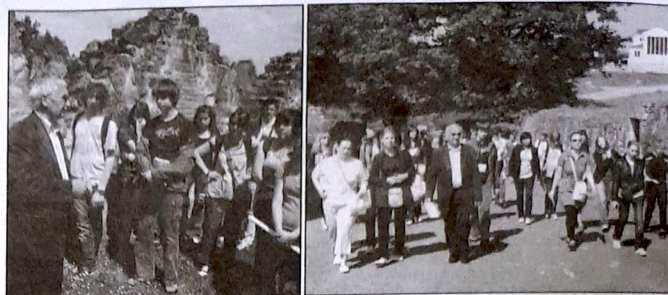
Cette année, l'exposition de 17 reproductions format A4 de dessins de Thomas Geve, Juif allemand déporté à 13 ans à Gross-Rosen et Buchenwald, a suscité

beaucoup d'intérêt, car elle a permis d'expliquer divers aspects de la vie dans les camps, les évacuations et la libération de Buchenwald, ce qui correspondait parfaitement au thème du concours « **Les enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi** ».

Récompenser les lauréats

L'ANACR organise annuellement pour les lauréats du Concours un voyage sur un lieu de mémoire. Ainsi, les 19 et 20 mai dernier, 44 jeunes ont fait un émouvant pèlerinage à Oradour-sur-Glane guidés par Colette Gaidry, présidente-déléguée du Comité départemental de l'ANACR.

Après la visite du centre de la Mémoire, qui « fut passionnante, très riche en informations, bien expliquée, et nous a permis de nous imprégner du contexte de l'époque » (Aurélien Doucet), les jeunes ont eu « le privilège exceptionnel » de parcourir le village martyr en compagnie de Robert Hébras, l'un des cinq



M. Hébras, devant les ruines de la grange en flammes de laquelle il a pu s'échapper.

survivants du massacre, qui, en plus des lieux historiques, leur a montré sa maison, le garage où il fut apprenti mécanicien....

« Oradour est la preuve irréfutable de la barbarie des SS ; ce bourg, devenu tristement célèbre, symbolise la souffrance de 642 victimes mais aussi le courage de certains, dont Robert Hébras qui témoigne du passé et bouleverse le visiteur » (Anne-Edouardine Py). « Il nous a raconté sa vie avant le drame et nous avons pu imaginer la vie des habitants avant 1944. Pour lui, c'est toujours douloureux de retourner dans ce village massacré et pourtant il nous a spontanément proposé de nous le faire visiter » (Mathieu Martinet). Son témoignage « nous a beaucoup émus car il nous a raconté la tragédie d'Oradour dans les détails » (Doriane et Willy Tournier). « Dans sa voix, on pouvait sentir un sentiment de tristesse et d'émotion. Pour-

tant, il a su mettre tout cela de côté pour nous faire partager ce drame 65 ans après. C'est avec un courage exceptionnel qu'il nous raconte heure par heure avec des détails effroyables le massacre de sa famille, de ses amis, de son village » (Elodie Sinibaldi).

« Qui donc pourrait rester indifférent face à cette vieille automobile qui traîne encore devant un bâtiment en ruine ou bien à tous ces débris qui jonchent le sol, encore présents une soixante d'années après ? » (Anne-Edouardine). « Les ruines restent intactes. Ce site historique est intéressant car nous pouvons facilement nous projeter dans le passé » (Doriane et Willy).

« Cette visite fut touchante, mais aussi porteuse d'espoir : il nous livra un témoignage chargé d'émotion sur ce qu'il avait vécu et il fit passer une grande leçon de courage et d'humanité » (Aurélien).

SUJET DU CONCOURS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2009-2010

« L'APPEL DU 18 JUIN 1940 DU GÉNÉRAL DE GAULLE ET SON IMPACT JUSQU'EN 1945 »

À partir des circonstances et du contenu de ce texte fondateur, les candidats étudieront la portée de l'Appel du 18 juin, ainsi que les engagements qu'il a suscités en France, dans l'empire français et à l'étranger.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL: ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20 € x =

DVD (60 minutes)..... L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 € x =
Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS - chèque à l'ordre de l'A.N.A.



LIVRES • LIVRES • LIVRES •

RESISTANTS ET MAQUISARDS DANS LE FINISTERE

Témoignages

La Résistance, ce fut un grand moment de notre histoire nationale, une page d'honneur du peuple français. Ce fut d'abord des femmes et des hommes, de toutes conditions sociales, même si les plus humbles furent les plus nombreux, qui firent le choix de risquer leur vie pour la liberté, pour abattre le fascisme. Cet ouvrage donne la parole à huit d'entre eux : Marguerite et Jean Berthélémy, André Goarolou, Lucien Guenneau, Jean Kerzior, Alain Le Bris, Francis Le Goff, Jacob Mendès.

Ils parlent de leur engagement dans la Résistance, des combats auxquels ils ont participé, des conditions de leur lutte. Mais plus encore, ils témoignent pour les disparus, pour ces camarades de Résistance tombés qu'ils évoquent avec émotion.

On ne peut, à la lecture de ce livre, qu'être d'accord avec Marie-Noëlle Postic qui le préface quand elle écrit : « Récits marqués par le souci scrupuleux de n'oublier personne, par cette honnêteté foncière et cette fidélité qui implique, lorsque la mémoire flanche un peu, de formuler des hésitations, souligner les trous et les lacunes, textes vivants ponctués d'expressions familièrement spontanées ou narration plus contrainte, parfois maladroite, comme peuvent l'être les rédactions scolaires, tous ces témoignages, dans leur diversité, constituent un document rare sur la constitution et l'histoire du premier maquis de Bretagne... »

Édité par les Ami(e)s de la Résistance / ANACR du Finistère, novembre 2008, 160 pages, 20€.

LES CRIMES DE LA WEHRMACHT

Par Wolfram Wette

Dans les années cinquante et soixante, l'ANACR mena une grande bataille contre le réarmement allemand, la Bundeswehr en formation faisant largement appel au personnel militaire - jusqu'au grade de général - de l'ancienne Wehrmacht nazie.

Ses adversaires avançaient comme argument que la Wehrmacht avait fait une guerre de « soldats », respectueuse de ses lois, alors que les criminels responsables de tous les massacres étaient les S.S., qu'ils soient Waffen-SS ou Totenkopf.

Le livre de Wolfram Wette, historien professeur d'Histoire contemporaine à l'université de Fribourg, vient faire justice de cette fable et démonte minutieusement la supercherie : un chapitre de son livre, « la légende de la Wehrmacht propre » est

consacré au comportement réel des soldats de la Wehrmacht sur le Front de l'Est, prenant des photos de fusillades, de pendaisons menées par les Einsatzkommandos de la SS, les supplétifs ukrainiens ou des unités... de la Wehrmacht. Certes, il y eut des attitudes de refus, mais dit Wolfram Wette, « la plupart des cadres dirigeants de l'armée refusèrent de voir la réalité en face », certains n'hésitèrent pas à participer aux basses besognes.

« Si l'on cherche le véritable point de départ de la légende, il se trouve - écrit Wolfram Wette - dans la dernière édition du rapport de la Wehrmacht, publiée le 9 mai 1945. Le responsable en était le Grand amiral Doenitz, qui faisait à cette date office de successeur d'Hitler, le rapport évoque une lutte héroïque, décrète que chaque soldat peut « poser son arme avec fierté »... une légende qui va bien servir au moment de la Guerre froide.

L'intérêt de l'ouvrage de Wolfram Wette réside aussi dans son étude des racines idéologiques ayant prédisposé l'armée allemande à se ranger derrière Hitler et à adhérer à l'idéologie nationale-socialiste, de même que des circonstances de la levée d'un tabou sur les crimes de la Wehrmacht, notamment par les jeunes historiens allemands. Il reste à réhabiliter les soldats qui furent fusillés pour leur opposition au nazisme ou... aux crimes de la Wehrmacht ; c'est en cours...

Edition Perrin, août 2009, 390 pages, 21,90 €

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication: Robert CHAMBEIRON

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél.: 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France..... 13 €
Etranger..... 14 €
Abonnement de soutien..... 25 €
Le numéro..... 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant: Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél.: 01.40.03.96.80